

FRÉDÉRIQUE VIDAL DOIT ÊTRE REMPLACÉE. L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET LA RECHERCHE ONT BESOIN D'UN OU D'UNE VRAIE MINISTRE

Frédérique Vidal fait beaucoup parler d'elle en ce moment. Parce qu'elle défend l'Université, l'enseignement supérieur et la recherche ? Qu'elle défend les personnels de l'ESR et les étudiant-es dont elle a la charge ? ... Non ! Elle fait parler d'elle parce qu'elle s'est permis, une nouvelle fois, de lancer une "chasse aux sorcières" et d'attaquer les libertés académiques, invoquant une "gangrène" de l'université par l'"islamo-gauchisme", terminologie familière à l'extrême droite. Ce faisant, elle remet en cause des libertés fondamentales et la légitimité et la pertinence de tout un ensemble de travaux de recherche.

Ces propos à visée électorale, que le SNESUP-FSU a immédiatement dénoncés (voir ici : <https://www.snesup.fr/article/frédérique-vidal-fait-injonction-la-recherche-publique-de-proceder-une-enquete-sur-l-islamo-gauchisme-l-universite-communique-du-sncs-fsu-et-du-snesup-fsu-du-17-fevrier-2021>) sont d'autant plus inacceptables qu'ils cherchent à faire oublier le véritable scandale que le gouvernement tente de dissimuler. Une bonne partie des universités n'accueillent toujours pas les 20 % d'étudiant-es appelé-es par le Président de la République à revenir dans leurs locaux. Le ministère affirme contre toute évidence, qu'il n'y a pas de décrochage des étudiant-es et que la qualité des formations a été maintenue. Frédérique Vidal ose en outre clamer dans les médias que toutes les étudiant-es seront rentré-es dans une semaine et que tous les établissements sont en capacité de les accueillir... sans aucun moyen supplémentaire, comme si de rien n'était. Ce déni de la réalité est insupportable et délétère. Aucun scénario n'est envisagé pour la suite de l'année ! Aucun plan de recrutement prévu pour la rentrée 2021 ! Aucune planification de travaux pour adapter les locaux (système d'aération, détecteur de CO₂, etc.) à six mois de l'échéance ! Pour accueillir une nouvelle fois des bachelier-es supplémentaires et pallier les lacunes accumulées depuis un an, il faudrait pourtant bien enfin diminuer les effectifs des groupes de TD et de TP, reprendre des habitudes de travail sur site, réfléchir éventuellement à un étalement des cursus et à des redoublements facilités pour celles et ceux qui ont découvert l'enseignement supérieur cette année après une année de terminale tronquée, repenser les progressions, etc. Quand le ministère compte-t-il sortir de sa léthargie et assurer ses missions ?

Alors qu'il le demandait depuis près de quatre mois, après un premier report, le SNESUP-FSU a pu enfin rencontrer le cabinet du MESRI la semaine dernière, sans Frédérique Vidal trop occupée par ailleurs, ou ne considérant pas la situation sanitaire dans les universités comme suffisamment grave pour justifier sa présence. Ni directeur de cabinet, ni ministre pour discuter de ce qui devrait pourtant être une priorité au-delà de la précarité étudiante, vitale celle-là : l'organisation des formations à l'université.

Le cabinet continue à nier le caractère dégradé des formations et d'affirmer, comme la ministre, que le décrochage est négligeable. Si les étudiant-es sont présent-es aux examens quasiment dans les mêmes proportions que d'habitude cela suffit-il à conclure au non-décrochage ? Et remercier les collègues grâce auquel-les la qualité des formations se serait maintenue, est-ce suffisant pour reconnaître leur engagement ? Ce discours empreint de déni est aussi caricatural qu'il est inadmissible. Les formations sont bel et bien dégradées : elles se font à distance ou en mode "hybride" depuis près de quatre mois, après une année précédente qui s'est faite sur le même mode, les étudiant-es sont très souvent privé-es de stage ou alors avec des modalités adaptées. Comment peut-on continuer à affirmer que la qualité des formations n'est pas affectée ? L'engagement des collègues est réel, et en général bien au-delà de leurs obligations. Ils sont toutes et tous en surcharge de travail et très fatigué-es, tant nerveusement que physiquement. Les remerciements ne suffisent plus. Le SNESUP-FSU demande que leurs services soient allégés d'1/3 et que leurs heures soient payées à leur juste valeur. Il rappelle l'urgence d'un plan de recrutement pour la rentrée alors que les postes se définissent dès maintenant. La perspective d'une rentrée 2021 "comme si de rien n'était" est insupportable aux enseignant-es comme aux étudiant-es. Afin de pouvoir fonctionner dans des conditions acceptables, il faudrait, dès cette rentrée, a minima, 7000 postes tous personnels confondus, et poursuivre cet effort pendant dix ans.

Le SNESUP-FSU demande que cessent cette hypocrisie et ce cynisme. En période de crise, l'Enseignement supérieur et la Recherche ont besoin d'un-e vrai-e ministre... Alors que des milliers d'étudiant-es, et par là même, la société dans son ensemble, jouent leur avenir, la gestion de la situation par Frédérique VIDAL est à la fois coupable et irresponsable. La confiance est rompue de longue date entre la ministre et la majeure partie de la communauté universitaire. **Frédérique Vidal doit en tirer la seule conclusion qui s'impose et quitter son poste. Le SNESUP-FSU demande dès maintenant son remplacement par un-e ministre de plein exercice qui défende véritablement le service public de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et ses personnels, la démocratisation du savoir et, plus que jamais, les libertés académiques. Il est urgent de retrouver le chemin du dialogue et que les dossiers, notamment celui de la rentrée, puissent être traités sereinement.** ■